

Somalie : le Burundi doit rapatrier 1.000 soldats d'ici le 28 février

@rib News, 21/12/2018 – Source AFP L'Union africaine (UA) a demandé au Burundi, deuxième contributeur de troupes de la force de l'UA en Somalie (Amisom), de rapatrier 1.000 soldats déployés dans ce pays d'ici le 28 février, dans le cadre d'un programme de désengagement progressif de l'Amisom.

Cette demande est contenue dans une note verbale – parvenue à l'AFP et authentifiée par un haut cadre de l'organisation continentale – qui résume les conclusions de la dernière réunion du Comité de coordination des opérations militaires de l'Amisom le 30 novembre à Addis Abeba. « Il a été décidé que la Force de défense nationale du Burundi (FDNB, armée burundaise) doit réduire de 1.000 soldats au 28 février 2018 sa contribution à l'Amisom, en conformité avec la « résolution 2431 » du Conseil de sécurité de l'ONU, selon le texte, qui sollicite l'aide des Nations unies pour cette opération de rapatriement. Actuellement, quelque 5.400 militaires burundais sont déployés en Somalie, soit le deuxième plus gros contingent des 21.500 soldats de l'Amisom, derrière l'Ouganda (6.200 hommes). Le 30 juillet, le Conseil de sécurité avait retardé de quatre mois son plan visant à réduire de 1.000 soldats les effectifs de l'Amisom, pour porter la mission à environ 20.000 personnels, dans le cadre d'un désengagement progressif des troupes africaines appelées à être remplacées par une armée somalienne encore embryonnaire. « Au départ, chaque pays contributeur de troupes devait rapatrier une partie de ces 1.000 hommes au prorata du nombre de soldats déployés en Somalie. Mais comme le contingent burundais a un problème aigu de matériel (militaire), on a décidé de ne rapatrier que des soldats burundais », a expliqué à l'AFP le haut responsable de l'UA. Déployée en 2007 pour lutter contre les insurgés islamistes radicaux somaliens, les shebab, l'Amisom est composée de troupes venant d'Ouganda, du Burundi, d'Ethiopie, du Kenya et de Djibouti. Les relations entre l'UA et le Burundi se sont récemment dégradées: le bloc continental a appelé Bujumbura à la modération et à discuter avec son opposition en exil. En retour, Bujumbura a organisé des manifestations pour dénoncer l'UA et le président de sa Commission, Moussa Faki, accusés de soutenir l'opposition. « Nous savons que c'est une décision qui a été inspirée par l'UE pour nuire au Burundi et malheureusement l'UA a été obligée d'accepter car elle est l'otage des Européens qui la financent en grande partie », a réagi à l'AFP un haut cadre burundais sous couvert d'anonymat. La diminution du contingent burundais devrait entraîner un manque à gagner pour les finances publiques burundaises. « après le responsable de l'UA, l'organisation envoie tous les trois mois environ 18 millions de dollars (15,7 millions d'euros) à la banque centrale du Burundi pour payer les soldes et la location du matériel militaire burundais. Une somme qui est devenue l'une des principales sources de devises du pays, sous sanctions de l'UE et de ses pays membres depuis 2016.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});